



**Décisions du Président  
EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS**

Décision n°DP-2023-318

**Direction des affaires juridiques et  
administratives**

**OBJET : ACQUISITION D'UNE BASE DE DONNEES JURIDIQUES AUPRES DE  
LA COMMUNE D'ANNONAY**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L5211-9 et L5211-10,

**VU** le Code de la Commande Publique,

**VU** la délibération N°CC-2022-449 du 15 décembre 2022, portant délégation de pouvoirs conférée au Président,

**VU** l'arrêté N°AP-2022-4 du 9 février 2022, donnant délégation de signature à Mme Laura FIASSON, Directrice des Affaires Juridiques et Administratives,

**CONSIDERANT** que la nécessité d'un accès à une base de données juridiques pour la Communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo comme pour la Commune d'Annonay en termes de contenus : encyclopédiques, modèles de documents, procédures, fiches pratiques, veille juridique,

**CONSIDERANT** que la négociation d'un service pour le compte de la structure mutualisée permet d'alléger le coût pour la structure mutualisée à un montant de 5 400 € TTC,

**CONSIDERANT** que la souscription d'un tel service à vocation générale a également permis de couvrir en tout ou partie des besoins couverts par 10 abonnements à vocation juridique souscrits par les services de la structure mutualisée pour un montant de plus de 6 800 € TTC,

**CONSIDERANT** que l'économie nette pour la structure mutualisée s'élève à plus de 2 300 € TTC pour 2023,

**CONSIDERANT** que la Commune d'Annonay a proposé de mettre en concurrence et de conclure un contrat avec un éditeur pendant toute la durée de la convention,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** la Communauté d'agglomération conclut un contrat avec la Commune d'Annonay pour souscrire un abonnement à une base de données juridiques.

**ARTICLE 2 :** la Communauté d'agglomération règlera annuellement à la Commune d'Annonay la moitié du coût de cet abonnement.

**ARTICLE 3 :** la Communauté d'agglomération comme la commune d'Annonay peut dénoncer annuellement leur engagement contractuel sous respect d'un préavis d'un mois.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Comptable du Centre des Finances Publiques de la Communauté d'agglomération se chargent,

chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent acte qui entre en vigueur à la notification à l'intéressé.

**ARTICLE 5 :** Le présent acte est susceptible d'un recours en excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Lyon par voie postale : 184 Rue Duguesclin, 69003 Lyon ou par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'État dans le département.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte compte tenu de son dépôt à la Sous Préfecture de Tournon

Et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Lyon (Palais des Juridictions Administratives, 184 rue Duguesclin 69433 LYON CEDEX 03) dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Transmis en sous-préfecture le :

10 NOV. 2023

Identifiant télétransmission

: 007-20072015-20230101-45729A-AI

Fait à Davézieux, le - 3 NOV. 2023

Président

Simon PLENET

Par délégation  
Laura FIASSON

Directrice des affaires juridiques et administratives

